



C E T R I

ANALYSE 2018
22 octobre

Centre tricontinental

BRESIL : UNE DEMOCRATIE A LA DERIVE

Laurent Delcourt

Avec l'ascension fulgurante du député d'extrême-droite, Jair Bolsonaro, nostalgique de la dictature militaire, arrivé en tête du premier tour des élections présidentielles, loin devant son principal concurrent, le Brésil paraît renouer avec ses vieux démons, tournant le dos à la démocratie pour plébisciter un programme politiquement autoritaire, socialement rétrograde et écologiquement destructeur. Comment expliquer ce basculement ? Décryptage.

« Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise »
Bertold Brechts

Amplement relayée sur les réseaux sociaux, la scène a valeur de symbole. Elle synthétise tout le drame qui est en train de se jouer au Brésil. Visages hilares, postures triomphantes, deux hommes, exhibent fièrement les débris d'une plaque commémorant la mémoire et le combat pour la justice sociale de la jeune élue noire et homosexuelle, Marielle Franco, sauvagement assassinée en mars derniers à Rio, en pleine rue, avec son chauffeur. Les deux hommes, Daniel Silveira et Rodrigo Amorim ne sont pas des inconnus. Candidats sur les listes du PSL (Parti social libéral), ils viennent d'être confortablement élus dimanche dernier, le premier au Parlement fédéral, le second à l'Assemblée législative de l'État de Rio. Tous deux ont profité de l'irrésistible ascension de leur mentor, le député d'extrême droite, Jair Bolsonaro, arrivé très largement en tête du premier tour de la course à la présidence, avec plus de 46 % des suffrages exprimés.

Révéléateur du climat de haine qui règne dans le pays, pré sentie, la vague brune s'est finalement transformée en tsunami politique. L'extrême-droite a littéralement siphonné le vote à droite. Le PSDB (Parti de la sociale démocratie brésilienne) qui caressait l'espoir de revenir aux affaires grâce à la destitution de Dilma Rousseff, en août 2016, est laminé, complètement défaits, son candidat, Geraldo Alkmin, n'ayant même pas dépassé la barre des 5 % des votes. L'incontournable MDB (Mouvement démocratique brésilien) de l'actuel président, Michel Temer, n'est, lui aussi, plus que l'ombre de lui-même, ayant perdu près de la moitié de ses sièges par rapport à 2014. Et plusieurs petits partis conservateurs ou du centre – le *Centrão* – ont purement et simplement été balayés de la carte politique. La gauche parlementaire, quant à elle, se maintient. Le PT demeure le premier parti Congrès malgré la perte de 12 députés, compensée par le renforcement d'autres formations.

Insignifiant il y a encore quelques mois, le PSL de Bolsonaro a raflé la mise. Passant de 4 à 52 sièges, sous l'impulsion de son leader, il est devenu le deuxième parti au Congrès (juste derrière le PT). Au-delà l'ascension fulgurante de ce parti, ce sont en réalité toutes les forces politiques ont récemment déclaré leur allégeance au candidat d'extrême droite qui ont consolidé leur poids électoral, obtenant une quasi-majorité au Congrès national.

Quel que soit le résultat du second tour des élections, ce puissant front politique réactionnaire rassemblant évangélistes, ex-policiers et militaires partisans des armes à feu, grands propriétaires

terriens, entrepreneurs et représentants du lobby de la finance est donc d'ores et déjà en mesure d'imposer au pays, sans le moindre frein, son agenda rétrograde, quitte à plonger la démocratie brésilienne un peu plus dans l'abîme.

S'il peut surprendre par son ampleur, ce raz-de marée ne doit rien au hasard. Dans le contexte d'une grave récession économique et d'une interminable crise institutionnelle, il est certes l'expression du ras-le-bol généralisé de la population par rapport à l'incurie de sa classe politique et la montée de l'insécurité. Mais il traduit aussi et surtout la croissante radicalisation – à droite sinon à l'extrême droite - des « classes moyennes » de plus en plus séduites par les diatribes xénophobes, homophobes, misogynes et autoritaires de l'ancien capitaine de l'armée.

Outre l'électorat captif des églises évangéliques, les classes moyennes et les élites urbaines du Sud et du Sud-Est du pays constituent en effet le principal vivier électoral de Bolsonaro, ce qui distingue soit dit en passant le phénomène bolsonariste du phénomène trumpiste. Car si Trump s'est principalement appuyé sur un électorat populaire, les propositions de Bolsonaro ont essentiellement trouvé leur écho dans les couches les plus aisées et diplômées de la population brésilienne, ces « citoyens de bien » (*cidadãos de bem*), comme ils se nomment eux-mêmes, qui hier descendaient dans la rue pour protester contre la corruption et réclamer le départ de Dilma Rousseff et, aujourd'hui, paraissent bien décidés à abandonner le compromis démocratique en marquant leur pleine adhésion à une sorte de fascisme tropical (Stefanoni, 2018 ; Solano, 2018).

Cette « jacquerie électorale des classes moyennes » (Christophe Ventura) n'explique toutefois pas seule la percée de l'extrême droite au Brésil. Incontestablement, les grands médias nationaux et les droites traditionnelles ont préparé le terrain à cette vague brune (Delcourt, 2016).

Les premiers en participant activement à la campagne de diabolisation du PT tenu responsable de tous les maux de la société brésilienne. Une rhétorique anti-pétiste qui, sur les réseaux sociaux, s'est transformée en nécessaire croisade morale contre la gauche et ses valeurs, s'appuyant sur un nombre incalculable de « *fakenews* » disséminées, çà et là, sur les réseaux sociaux, par des groupes conservateurs, évangéliques, libertariens et/ou bolsonariste (*Agência Brasil*, 6 octobre 2018).

Les secondes, en planifiant la destitution honteuse de Dilma Rousseff, sous un prétexte futile, dans l'espoir, pour les uns, d'échapper à une enquête qui se rapprochait dangereusement d'eux, pour les autres (PSDB), de revenir au pouvoir après avoir été écartés à quatre reprises par les urnes. Calcul politique mesquin et vain qui n'a fait qu'accroître le sentiment de rejet par la population d'une « classe politique » irrémédiablement corrompue (Delcourt, 2018).

Plus fondamentales encore ont été les menées du pouvoir judiciaire et de l'état-major. L'acharnement du juge Moro contre Lula. La condamnation de ce dernier à 9 puis 12 ans de prison, en appel, sur base de convictions hasardeuses et preuves discutables. Le refus en avril dernier du Tribunal Suprême (STF) d'accorder au populaire ex-président l'« *habeas corpus* », afin de lui éviter la prison, sous la menace du général des forces armées Eduardo Villas Boas¹. Le rejet par ce même STF quelques mois plus tard de sa candidature aux élections présidentielles et l'interdiction formelle prononcée par un de ses juges pour le candidat déchu de donner toute interview à la presse, le privant de fait du droit de parole, signalent nettement la partialité et la « politisation » à outrance de cette justice.

Achevant de décrédibiliser la « vénérable » institution, son président, Dias Toffoli, ne prend même plus la peine de dissimuler ses sympathies. Dans une conférence donnée récemment à l'Université fédérale de São Paulo, il s'est ainsi illustré en refusant de qualifier le soulèvement militaire 1964 de coup d'État, lui préférant le terme « mouvement de 64 ». Un glissement sémantique qui traduit bien l'état d'esprit de son milieu et l'inclinaison de nombreux brésiliens à justifier et excuser l'indéfendable. Comme l'expliquait l'historienne et anthropologue brésilienne Lila Schawarcz, « *il y a [au Brésil] le désir de voir la dictature comme une utopie qui améliorera la sécurité, l'économie, la stabilité... tout ce qui va mal aujourd'hui* » (*El País Brasil*, 7 octobre 2018).

Nul doute que les historiens qui se pencheront sur cette nouvelle page sombre de l'histoire brésilienne dissertent encore longtemps sur ce « gouvernement des juges » qui a exclu de la course électorale

¹ A la veille du jugement du Supreme Tribunal Federal, invité à se prononcer sur la demande d'Habeas Corpus remis par les avocats de Lula, Villas Boas se fendit d'un tweet visant explicitement à orienter la décision des juges et sous-entendant que l'armée ne resterait pas inactif en cas de décision favorable à l'ex-président (*El País Brasil*, 4 avril 2018).

un candidat crédité de 40 % des intentions de vote et ouvert un boulevard à l'extrême droite.

Bibliographie

Agência Braisl (2018), « Fake news sobre candidatos inundam redes sociais em período eleitoral », <http://agenciabrasil.ebc.com.br/geral/noticia/2018-10/um-dia-da-eleicao-fake-news-sobre-candidatos-inundam-redes-sociais>

Delcourt L. (2016), Printemps trompeur au Brésil, *Le Monde diplomatique*, mai, p. 1 et 9.

El País Brasil (2018), « Lilia Schwarcz, historiadora: “Há um desejo de ver a ditadura como uma utopia” », 7 octobre, https://brasil.elpais.com/brasil/2018/10/03/politica/1538519470_639395.html

El País Brasil (2018), O julgamento de Lula no STF. Do general Villas Bôas à reserva, a ofensiva dos militares que querem voz na política, 4 avril, https://brasil.elpais.com/brasil/2018/04/02/politica/1522697550_276313.html

Solano Esther, édit (2018), O ódio como política, A reinvenção das direitas no Brasil, Boitempo.

Stefanoni P. (2018), « Antiprogresismo Un fantasma que recorre América Latina », *Nueva Sociedad*, octobre, <http://nuso.org/articulo/antiprogresismo/>

Cet article est publié dans La Libre Belgique et sur www.cetri.be

Laurent Delcourt est chargé d'étude au Centre tricontinental – CETRI



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

